

# Deux Normandies ? C'est une de trop, disent les Bas-Normands

Le conseil régional de Basse-Normandie publie un rapport appelant à la réunification, avec Caen pour capitale. En espérant une décision de l'État pour forcer le scepticisme des élus de Haute-Normandie.



Caen, place forte et capitale d'une Normandie réunifiée au détriment de Rouen et du Havre ? Le sujet n'a pas fini de fâcher.

Le serpent de mer de la réunification de la Normandie vient de réapparaître. Cette fois, l'affaire est sérieuse. Il ne s'agit plus de l'agitation de quelques groupes obscurs indépendantistes ou de l'avis empressé de quelques élus isolés, mais du conseil régional de Basse-Normandie qui a rendu public récemment un rapport de 270 pages sur la question. Avec réponse à la fin : c'est le bon moment de réunifier ! L'opportunité, c'est la future loi de réforme des collectivités territoriales censée favoriser les rapprochements entre collectivités, y compris les régions. La commission qui a travaillé six mois sur l'argumentaire en recueillant l'avis d'élus, de géographes, d'universitaires, d'acteurs économiques (MEDEF compris mais pas les syndicats), etc., a, mine de rien, lancé un pavé dans la mare. En désignant symboliquement, avec aplomb, Caen comme la capitale naturelle de la nouvelle Normandie, elle prend le risque de s'aliéner les Hauts-Normands de l'autre côté de la Seine. Alain

Tourret, le vice-président (PRG) de la Basse-Normandie, qui a présidé la commission, a souligné en présentant le rapport l'abandon de l'idée de deux capitales, Caen d'un côté, Rouen de l'autre. Le rapport est sans ambiguïté : « Dans la perspective de la réunification, Caen porte la région Basse-Normandie avec elle, et plus. On ne peut, en toute objectivité, en dire autant d'aucune autre ville normande... Elle offre seule une dimension territoriale normande... légitimité incontestable... » Le volontarisme des Bas-Normands s'appuie certes sur des sondages montrant l'adhésion de la population, mais le rapport n'est pas tendre avec leurs voisins. Pour justifier le choix de capitale d'une Normandie réunifiée – « sujet qui fâche », admet Alain Tourret –, il fallait bien argumenter. Et le regard porté sur Rouen et

Le Havre, plus généralement sur la Haute-Normandie, est acide. Déclin de l'industrie – « Caen crée plus d'emplois et résiste mieux à la crise économique que les deux autres grandes agglomérations normandes » – et un avenir plus radieux du côté caennais : « Le positionnement économique de l'agglomération, et plus généralement de la Basse-Normandie, explique sans doute en partie la situation : fortement tournée vers les activités tertiaires, les activités liées à la recherche et l'enseignement supérieur, et moins orientée vers l'industrie lourde, la ville a mieux résisté que Rouen, et surtout que Le Havre, à l'impact d'un affaiblissement des échanges internationaux... La spécialisation de Caen et sa volonté de s'orienter vers la recherche fondamentale et appliquée la placent en position favorable pour revendiquer sa situation

**La réforme territoriale, le prétexte pour une fusion des régions que l'Élysée appelle de ses vœux ?**

de centre intellectuel et universitaire de premier plan dans la Normandie unifiée... La Normandie ne peut s'en remettre au choix d'un port tourné presque exclusivement vers l'extérieur (Le Havre), ni d'une ville totalement intégrée dans la logique continentale et l'attraction parisienne (Rouen). »

Pendant ce temps-là, la Haute-Normandie joue l'indifférence. « Un rapport élaboré sans concertation », commente brièvement Alain Le Vern, le président du conseil régional. Les élus socialistes rouennais, Laurent Fabius en tête, sont pour le moins dubitatifs, voire opposés au processus de réunification. Pierre Mouraret, vice-président communiste de Basse-Normandie chargé des transports, est plutôt favorable à la condition qu'il s'appuie sur un véritable projet avant de passer à la phase administrative. Demandons l'avis aux Normands par référendum, dit-il. Inquiet néanmoins de la possible intervention de l'Élysée, ardemment souhaitée par Alain Tourret, le président de la commission : « L'État doit donner le coup d'envoi par un simple décret. » Si l'affaire s'engage comme pour le Grand Paris, par la recentralisation dans les mains d'un superpréfet, où est le progrès ? ★

Jacques Moran  
jmoran@humanite.fr

## REPÈRES

- Selon un sondage commandé par la région, 68 % des Bas-Normands se disent favorables à la réunification.

- Le futur TGV devrait mettre Caen et Le Havre à une heure de Paris. Aujourd'hui, le train relie Caen en 1 h 50, Le Havre en 2 h 10.

- Le référendum sur la réunification est souhaité par la Basse-Normandie en juin 2013, un an avant l'élection des conseillers territoriaux.